



BUNDESPRÄSIDENTIALAMT

Le discours en ligne:
www.bundespraesident.de

page 1 de 6

**Frank-Walter Steinmeier, Président de la République
fédérale d'Allemagne, lors du débat général de la 76e
Assemblée générale des Nations Unies
à New York (États-Unis)
le 24 septembre 2021**

Au moment où nous sommes rassemblés ici dans ce vénérable forum, une longue campagne électorale touche à sa fin en Allemagne. Après-demain, soixante millions de citoyens allemands sont appelés à élire un nouveau parlement. Ils décideront de nouvelles coalitions et de celui ou celle qui succèdera à une chancelière fédérale qui a dirigé l'Allemagne pendant seize ans.

Chers collègues, en cette période de transition politique dans mon pays, je tiens à vous assurer qu'après cette élection aussi, l'Allemagne restera un pays qui est conscient de sa responsabilité internationale et qui assume cette responsabilité.

Deux raisons principales expliquent cela. Premièrement, nous, Allemands, n'oublions ni le nouveau départ politique et économique que nous avons connu après deux guerres mondiales, ni notre intégration dans la communauté internationale en dépit de tous les malheurs engendrés par mon pays, ni enfin la réunification pacifique ; ce parcours heureux de l'Allemagne n'a été possible qu'avec le soutien de nos voisins et partenaires. Deuxièmement, nous sommes également convaincus que la voie vers un avenir plus pacifique, la solution aux grandes questions en suspens de l'humanité nécessitera une coopération beaucoup plus étroite de la communauté internationale.

Le préambule de la Constitution allemande stipule de manière concise et précise : « servir la paix du monde en qualité de membre égal en droits dans une Europe unie ». Cette exigence, cette obligation vaut pour chaque gouvernement allemand. Il m'importait donc, en tant que président fédéral, de venir aujourd'hui à New York et de transmettre à la communauté internationale ce message de l'Allemagne : nos partenaires peuvent compter sur nous et nos concurrents doivent continuer à compter avec nous.

ADRESSE	Bundespräsidialamt 11010 Berlin
TÉL	+49 30 2000-2021
FAX	+49 30 1810200-2870
COURRIEL	presse@bpra.bund.de
INTERNET	www.bundespraesident.de

À mes yeux, si nous voulons prendre nos responsabilités en matière de politique étrangère, il nous faut d'abord porter sur le monde un regard sincère et objectif. C'est ce que se sont efforcés de faire ces derniers jours, avec un esprit d'ouverture inédit, les intervenants de cette Assemblée générale. Et effectivement, l'état actuel du monde nous ramène, à tous égards, à la réalité.

La chute de Kaboul marque un tournant. Nous avons atteint notre objectif de vaincre ceux qui, il y a vingt ans, terrorisaient cette ville. Cependant, en l'espace de deux décennies, malgré des efforts et investissements considérables, nous n'avons pas été en mesure d'établir un ordre politique autonome en Afghanistan.

Mon pays aussi en est partiellement responsable. Et nous continuons à assumer des responsabilités, notamment pour les nombreux citoyens afghans qui avaient espéré un avenir plus pacifique, libre et démocratique. Mais je nous le demande : que conclure de cet échec ? Quelles leçons tirer, quelles missions oserons-nous accomplir maintenant que nous nous sommes rendus compte que nous avons voulu trop en faire ?

J'en suis convaincu : la résignation serait la mauvaise leçon à tirer. Selon moi, ce moment de désenchantement géopolitique a trois implications pour la politique étrangère : nous devons devenir plus sincères, plus avisés, mais aussi plus forts !

Premièrement, nous devons être sincères en ce qui concerne nos possibilités et nos limites. Nous devons être plus réalistes dans la définition et la priorisation de nos objectifs et de nos intérêts. Souvent, nous pouvons accomplir davantage si nous sommes moins ambitieux.

Deuxièmement, nous devons être plus avisés dans le choix de nos instruments et de nos priorités. La politique étrangère allemande et européenne ne peut se limiter à avoir raison et à condamner ; nous devons élargir notre palette d'instruments diplomatiques, militaires, civils et humanitaires. Être avisé, cela signifie pour moi également avoir une attitude moins missionnaire et se montrer plus ouvert dans la recherche de solutions et d'intérêts communs, y compris avec ceux qui sont différents de nous.

Et troisièmement, même si cela semble paradoxal pour certains : nous devons devenir plus forts quant à nos possibilités. Dans tous nos États, les citoyens s'attendent à ce que leurs gouvernements les protègent contre les menaces et les attaques – à juste titre ! C'est pourquoi mon pays aussi investit davantage dans sa capacité de défense en cette période instable. Mais il est également vrai que les générations futures ne nous jugeront pas sur notre force militaire d'aujourd'hui, mais sur notre capacité à régler les problèmes et les conflits. La force militaire ne rend pas le monde plus pacifique si l'on n'est pas disposé à trouver un terrain d'entente et si l'on ne fait pas preuve de courage

diplomatique. Nous avons autant besoin d'un pouvoir de négociation que d'un pouvoir de défense. C'est également pour cela que l'Allemagne a assumé, ces deux dernières années, des responsabilités au Conseil de sécurité des Nations Unies – ce que nous souhaitons à nouveau faire en 2027/28.

Oui, nous avons échoué sur de nombreux points en Afghanistan. Mais notre échec ne devrait pas être une raison pour que d'autres éprouvent de la Schadenfreude. J'emploie délibérément ce mot allemand que l'on connaît dans beaucoup de langues : « Schadenfreude ». Un raisonnement qui suggérerait que le malheur des uns fait le bonheur des autres n'est pas digne de la réalité de ce monde interconnecté. Instabilité régionale, structures étatiques défaillantes, flux de réfugiés et de migrants, extrémisme religieux et terrorisme et nouvelles formes de conflit – conflits hybrides et numériques et conflits liés à l'environnement et aux ressources. De tels développements nous menacent tous et nous devons tous y faire face, que l'on soit un petit pays ou un grand pays.

Les grandes puissances – les États-Unis, la Chine et la Russie – portent à cet égard une responsabilité particulière, y compris envers les plus petits États. Les privilèges dont elles jouissent dans le système des Nations Unies sont justifiés uniquement tant qu'elles promeuvent et maintiennent l'ordre de paix international dans l'intérêt de tous et tant qu'elles ne l'ignorent ou ne le contournent pas selon leurs intérêts propres. Les Nations Unies ne sont pas un ring de boxe exempt de valeurs où les grandes puissances s'affronteraient.

Mais je sais également que quiconque pointe les autres du doigt avec l'index pointe également vers lui-même avec trois doigts. Ceux qui, par exemple, mettent en garde contre un retrait américain du monde ne doivent pas tomber dans des réflexes similaires dans leurs pays. Nous, Européens, et nous aussi, Allemands, devons faire davantage pour notre propre sécurité, devons faire davantage pour la paix et la stabilité dans notre voisinage et dans le monde entier. Nous devons poursuivre nos efforts multilatéraux en Libye, dans l'est de l'Ukraine et au Moyen-Orient. Nous sommes prêts à renouveler l'accord sur le nucléaire iranien et nous demandons à l'Iran de retourner le plus rapidement possible à des négociations sérieuses et constructives.

Tout comme la France, qui est notre plus proche partenaire, je suis d'avis que nous avons besoin d'une politique étrangère et de sécurité commune forte en Europe. Seule une Europe forte peut exiger des autres qu'ils apportent leur contribution à l'ordre de paix international. Seule une Europe forte peut rechercher la coopération de la Chine lorsque c'est dans l'intérêt des deux parties, voire nécessaire, et exiger à la fois de cette dernière qu'elle respecte les droits de l'Homme, le droit international ainsi que les intérêts légitimes de ses voisins.

Un ordre de paix stable et fondé sur des règles nécessite également un partenariat transatlantique fort. Nous savons que les États-Unis fixent de nouvelles priorités, des priorités différentes. Nous savons également que les alliances doivent s'adapter suivant les mutations de notre monde. Cependant, aucun avantage à court terme ne vaut la peine de compromettre notre unité transatlantique. Nous devrions y veiller ensemble.

La responsabilité des grandes puissances, y compris la nôtre, à nous, Européens, pèse d'autant plus lourd quand on pense aux défis mondiaux, aux grandes questions de l'humanité.

La dimension de notre interdépendance n'a jamais été aussi palpable que durant cette pandémie de Covid-19 qui dure maintenant depuis presque deux ans. Et pourtant, bien que nous sachions pertinemment que cette pandémie ne sera terminée que lorsqu'elle sera terminée partout, notre bilan en matière de distribution mondiale des vaccins est au mieux mitigé. Le nombre de personnes qui sont toujours en attente du vaccin salubre est trop élevé. C'est pourquoi les pays ne devraient pas instrumentaliser la distribution de vaccins pour soigner leur image nationale ou pour accorder des faveurs pour raisons tactiques. L'initiative Covax, sous l'égide des Nations Unies, est la voie à suivre, notre voie commune. Une dose de vaccin de Covax sur trois est fournie par l'Europe, et mon pays, en tant que deuxième donateur mondial avec deux milliards d'euros, mettra à disposition au moins cent millions de doses supplémentaires d'ici à la fin de l'année.

Ce qui vaut pour la menace existentielle de la pandémie ne vaut pas moins pour le changement climatique. Incendies apocalyptiques et températures torrides, cyclones et ouragans, mauvaises récoltes, sécheresses et famines : tout cela a lieu maintenant et ici, menace populations, familles et existences – et ce partout, en particulier dans les pays les plus vulnérables mais aussi les riches pays industrialisés. Cet été, dans l'ouest de l'Allemagne, des inondations diluviennes ont coûté la vie à près de deux cents de mes compatriotes. Et nous avons également encore à l'esprit les images qui nous sont récemment parvenues de cette ville, New York, avec les masses d'eau s'infiltrant dans les rues, les habitations et les bouches de métro.

Dans ce contexte dramatique, le retour aux égoïsmes nationaux, contre lequel je mets en garde, est plus qu'un simple retour vers le passé. Il compromet notre avenir commun ! Il abîme justement les institutions et les instruments dont nous avons besoin en ce moment précis. Nous avons maintenant besoin de décisions communes fortes à Glasgow !

Car s'agissant du changement climatique aussi, le fossé entre nos objectifs ambitieux et nos politiques concrètes est encore bien trop important. C'est à nous, tous ensemble, qu'il revient de combler ce fossé. Et il nous faut le faire maintenant ! Car nous vivons dans une ère

où l'Homme peut détruire de manière irréversible les conditions de vie sur la planète. C'est à nous, à notre génération, de tout mettre en œuvre pour ne pas hypothéquer l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants. Nous devons leur donner un avenir dans lequel ils n'aient pas à choisir entre la protection du climat et la prospérité économique, entre une vie autonome en liberté et la cohésion sociale. Il s'agit là – je n'utilise pas ce grand mot à la légère – de notre grande mission historique. Nous ne pouvons échouer, il en va de l'avenir de l'humanité !

J'ai commencé mon discours en évoquant la démocratie, le processus démocratique de la transition politique imminente dans mon propre pays. Pour conclure, permettez-moi d'élargir encore une fois notre regard : à l'état général de la démocratie libérale, sa crédibilité, son efficacité, son avenir en ce moment difficile pour la politique mondiale.

En Afghanistan, un engagement long a échoué, qui a été mené au prix de nombreuses victimes. Mais l'idée, elle, n'a pas échoué ! Mon pays est profondément attaché à l'idée de la liberté et de la démocratie – peut-être précisément parce que le chemin de l'Allemagne vers celles-ci fut long.

Évidemment, nous savons qu'en réalité, les systèmes politiques ne sont jamais parfaits, que ce soit en Europe, aux États-Unis ou ailleurs. Par conséquent, ils ne peuvent être exportés et encore moins imposés. Je pense que la mission est autre : le meilleur service que nous puissions rendre à cette formidable idée est non pas de faire preuve de zèle missionnaire, mais de faire rayonner, dans nos pays, la force de la démocratie, en rendant la démocratie bénéfique aux citoyens dans leur quotidien et en bravant la tentation autoritaire.

Devant cette Assemblée générale, le Président américain Joe Biden a évoqué la force universelle de la démocratie. Je tiens à préciser que la démocratie n'est pas une force dirigée contre quiconque ; ce n'est pas un « instrument de pouvoir de l'Occident ». C'est un projet ouvert ! Un projet qui n'est défini ni par les points cardinaux, ni par les frontières géographiques, ni par une couleur de peau. C'est le projet de la liberté, le projet de la dignité humaine auquel les États du monde ont souscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Et comme cela doit rester notre référence, nous désengager du monde n'est pas une option pour nous, Allemands, même après l'échec en Afghanistan. Tant que des êtres humains seront privés de leur dignité, l'indifférence ne sera pas une option ! C'est pourquoi un réalisme accru en politique étrangère ne signifie pas assumer moins de responsabilités ou réduire son ambition de faire du monde un endroit meilleur.

Bien au contraire : le profond désir humain de liberté, de dignité et d'autodétermination ne s'éteindra jamais et ne s'éteindra nulle part.

Réaliser ce désir humain plutôt que de l'étouffer : tel est le véritable enjeu décisif du 21e siècle. Et cet enjeu ne sera décidé sur aucun champ de bataille du monde.

Car la puissance de feu d'une armée, aussi puissante soit-elle, a ses limites. L'influence d'un État, aussi fort soit-il, a ses limites.

Mais le rayonnement de la liberté et de la démocratie dans les esprits et les cœurs, lui, est illimité ! C'est ce qui me donne de l'espoir.